

**Libéralisme classique,  
néolibéralisme,  
ordolibéralisme,  
illibéralisme,  
post-libéralisme de l'administration Trump**

***Descriptions et critiques en 2025***

**Daniel MARTIN**

## Table des matières

1.	Avant-propos : doctrine des Lumières et libéralisme	4
2.	Libéralisme classique	4
2.1	Libéralisme politique	5
2.1.1	Principes 5	
2.1.2	Fondateurs du libéralisme	5
2.1.3	Institutions associées	5
2.1.4	Le libéralisme est très individualiste	5
2.2	Libéralisme économique	6
2.2.1	Principes 6	
2.2.2	Auteurs majeurs	6
2.2.3	Critiques économiques ou sociétales	6
2.2.4	Les démocraties libérales européennes en perte de vitesse	7
2.3	Libéralisme juridique	8
2.3.1	Principes fondamentaux	8
2.3.2	La primauté du droit	8
2.3.3	Les droits fondamentaux	8
2.3.4	Des procédures équitables	9
2.4	Libéralisme philosophique et moral	9
2.4.1	Fondements	9
2.4.2	Auteurs influents	9
2.4.3	Critiques 9	
2.5	Le libéralisme culturel et social	10
2.5.1	Valeurs fondamentales	10
2.5.2	Application concrète	10
2.5.3	Critiques du libéralisme culturel et social	10
3.	Néolibéralisme	11
3.1	Limites théoriques du libéralisme classique	12
3.2	Néolibéralisme et keynésianisme	12
3.2.1	Description du modèle économique keynésien	12
3.2.2	Critiques du modèle keynésien	13
3.2.3	Néolibéralisme contre keynésianisme : affirmation du rôle du marché	13
3.3	Critique du néolibéralisme	14
3.3.1	Dimensions socio-économiques	14
3.3.2	Critiques de principe du néolibéralisme	15
4.	Ordoliberalisme allemand	15
4.1	Définition générale	15
4.2	Principes	15
4.3	Critiques principales	16
4.4	Comparaison de l'ordoliberalisme avec le néolibéralisme	16
4.5	Influence de l'ordoliberalisme sur l'Union européenne	16
4.6	Bibliographie	17
5.	Populisme et illibéralisme	17
5.1	Populisme	17
5.2	Illibéralisme	17
5.3	Comparaison du populisme avec l'illibéralisme	18
5.4	Critique du populisme	18
5.5	Critique de l'illibéralisme	18
5.6	Résumé des différences entre populisme et illibéralisme	18
5.7	Populisme de gauche et populisme de droite	18
5.8	Populisme des républicains opportunistes	19
5.9	Quand la culture disparaît, la démocratie suit	19
5.10	Références	21

6.	Post-libéralisme et administration Trump	22
6.1	Définition du post-libéralisme	22
6.1.1	Origine du terme	22
6.1.2	Principes	22
6.2	Positionnement par rapport à d'autres doctrines	23
6.2.1	Opposition à l'universalisme des Lumières	23
6.2.2	Position relativiste par rapport à la science et à l'universalisme	24
6.2.3	Le post-libéralisme est-il réactionnaire ?	24
6.3	Doctrine post-libéraliste de la suprématie humaine	25
6.3.1	Critiques de cette idéologie	26
6.3.2	Promoteurs et penseurs du post-libéralisme	27
6.3.3	Références	27
6.4	Critiques du post-libéralisme	27
6.5	Références	28
6.6	Idéologies de J. D. Vance et Donald Trump	28
6.6.1	J. D. Vance et le post-libéralisme	28
6.6.2	Donald Trump et le post-libéralisme	29
6.6.3	Conclusion	29
6.6.4	Décisions illégales ou anticonstitutionnelles de l'administration Trump	30
6.6.5	Comparaison des idéologies de J. D. Vance et de Donald Trump	30
7.	Critiques du libéralisme classique et du néolibéralisme	30
7.1	Critiques marxistes	30
7.2	Critiques populistes	31
7.3	Critiques nationalistes	31
7.4	Critiques post-libéralistes	32
7.5	Références	32
7.6	Critiques des écologistes radicaux	32
8.	Autres auteurs de référence du libéralisme	33
9.	Annexe : doctrine utilitariste	33

# 1. Avant-propos : doctrine des Lumières et libéralisme

Le libéralisme ayant ses racines dans la doctrine des Lumières, résumons-la.

## Origine du nom *Lumières*, attribué par Kant en 1784 à cette doctrine

« Les Lumières, c'est la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable, [état d']incapacité de se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. ». Voir le [texte en français](#).

## Raison et individu

Les penseurs des Lumières ont exalté la raison et l'autonomie de l'individu. Ils ont encouragé l'esprit critique et la remise en question des dogmes et des autorités établies (monarchie absolue, Église). Cette primauté de l'individu est au cœur du libéralisme, qui défend les libertés fondamentales et la responsabilité individuelle.

## Droits naturels

L'idée que l'homme possède des droits inaliénables et universels par sa nature même (droit à la vie, à la liberté, à la propriété) est une des bases des Lumières et du libéralisme. Ces droits sont repris dans les grandes Déclarations des droits de l'homme.

## Contrat social et limitation du pouvoir

En remettant en cause l'absolutisme, les Lumières ont étudié des modèles d'organisation politique fondés sur le consentement des gouvernés et la limitation du pouvoir. Montesquieu, avec la séparation des pouvoirs, et Rousseau avec l'idée de contrat social et de souveraineté populaire, ont influencé de manière décisive la pensée libérale, qui vise à garantir l'État de droit et à éviter l'arbitraire.

## Liberté économique

Bien que plus tardivement et avec des nuances, les Lumières ont aussi préparé le terrain au libéralisme économique. Des auteurs comme [Adam Smith](#), avec la notion de "main invisible du marché", ont défendu l'idée que la poursuite de l'intérêt individuel dans un marché libre est favorable à l'intérêt général. Cela a conduit à la promotion du libre-échange, de la liberté d'entreprendre et d'une limitation de l'intervention de l'État dans l'économie.

## Une doctrine humaniste

Enfin, cette doctrine est humaniste, elle place l'être humain au centre des réflexions. Elle affirme la dignité de l'homme, doté de raison et de droits inaliénables, contre les régimes inéquitables actuels autant que contre ceux de l'Ancien régime.

En somme, le libéralisme est la traduction politique et économique des principes philosophiques et moraux des Lumières, visant à créer une société où l'individu est libre, autonome et protégé de l'arbitraire du pouvoir. Comme les Lumières dont il est issu, **le libéralisme est une doctrine universaliste** : elle se veut toujours valable, pour tous les hommes et dans tous les pays démocratiques.

# 2. Libéralisme classique

Le libéralisme classique (souvent abrégé en *libéralisme* tout court) est une doctrine philosophique, politique, législative et économique fondée sur la primauté de l'individu, de sa liberté et de la limitation du pouvoir. Cette doctrine est prise en compte dans la Constitution des pays démocratiques, comme ceux de l'Union

européenne. Elle intervient dans les domaines suivants : politique, économique, culturelle et sociale. Elle peut dans certains cas être *radicale* (sans concession).

## 2.1 Libéralisme politique

### 2.1.1 Principes

- **Souveraineté de l'individu** : droits naturels (liberté, propriété, sûreté, opinions politiques et religieuses).
- **Limitation du pouvoir de l'État** : séparation des pouvoirs ([Montesquieu](#)), État de droit.
- **Pluralisme politique** : partis politiques, libertés d'expression, de presse, de conscience.

### 2.1.2 Fondateurs du libéralisme

[John Locke](#), [Benjamin Constant](#), [Alexis de Tocqueville](#).

### 2.1.3 Institutions associées

- Démocratie représentative ;
- **Constitution écrite**, respectée par toutes les lois ;
- **Système de contre-pouvoirs**, limitant la possibilité pour un des trois pouvoirs constitutionnels (législatif, exécutif et judiciaire) d'imposer seul ses décisions aux autres. Chacun peut, pour ses décisions, empiéter sur le domaine d'un autre et, réciproquement, se défendre contre les empiètements de ses rivaux. Les trois pouvoirs sont donc obligés de collaborer.

Ainsi, en France, le gouvernement (pouvoir *exécutif*) doit obtenir l'approbation du parlement (pouvoir *législatif*) pour pouvoir appliquer le budget qu'il propose dans une loi budgétaire, elle-même contestable par le pouvoir *judiciaire* du Conseil constitutionnel.

### 2.1.4 Le libéralisme est très individualiste

Le libéralisme place l'individu et ses libertés au centre de sa doctrine, parfois au détriment des considérations collectives ou de la solidarité sociale. Voici ce que certains lui reprochent.

- **Prééminence des droits individuels** : Le libéralisme postule que les droits et libertés de l'individu (liberté d'expression, de conscience, de propriété, d'entreprendre, de se déplacer, etc.) sont fondamentaux et inaliénables. L'État a pour rôle premier de garantir ces droits individuels.  
Les opposants au libéralisme lui reprochent souvent de trop s'immiscer dans la sphère privée, ou de réglementer excessivement les interactions individuelles.  
Comme tous les principes, celui-ci a des conditions d'application et des limites. Ici, par exemple : « L'intérêt public passe avant l'intérêt particulier. »
- **Autonomie et responsabilité individuelles** : Le libéralisme affirme que chaque individu est autonome, capable de faire ses propres choix et responsable de ses propres actions. Cette vision minimise l'influence des structures sociales, des inégalités de naissance et des facteurs collectifs sur le destin de chacun.
- **La "main invisible du marché" et l'intérêt personnel** : En économie libérale, la [théorie de la "main invisible" d'Adam Smith](#) postule que la poursuite des intérêts individuels dans un marché libre conduit spontanément à l'amélioration du bien-être général. Cela implique que la recherche du profit personnel, loin d'être égoïste, est bénéfique pour la société dans son ensemble, moyennant certaines conditions. Les critiques y voient un encouragement à l'égoïsme, et à

l'indifférence aux conséquences sociales des décisions économiques individuelles.

- **Conception de la société en tant qu'agrégation d'individus** : Dans une perspective libérale radicale, la société est perçue plus comme une somme d'individus que comme entité collective avec ses propres dynamiques et ses propres besoins. Cela peut entraîner une sous-estimation de l'importance des institutions sociales, des communautés ou des solidarités de groupe.
- **Critiques de l'approche individualiste des phénomènes sociaux** : Cette approche explique les phénomènes sociaux à partir des actions et motivations des individus. Ceux qui la critiquent estiment qu'elle ne rend pas compte de la complexité des structures et coutumes sociales, ainsi que des relations de pouvoir qui façonnent les individus en société.
- **Faiblesse des liens sociaux et de la solidarité** : Certains critiques du libéralisme estiment que la prépondérance de l'individu dans les décisions peut affaiblir les liens communautaires, la solidarité et le sens du collectif. Ils craignent que cela mène à une société fragmentée, où chacun est isolé et se préoccupe avant tout de son propre intérêt.
- Pouvoir redistributif insuffisant de l'État, perçu avant tout comme gardien des droits individuels et non comme acteur économique majeur. L'Etat libéral radical se doit d'être neutre, intervenant le moins possible dans la vie économique et sociale, garant de l'ordre, et surtout n'intervenant pas dans la redistribution des richesses. Le libéralisme radical ne prévoit donc aucune obligation morale ou politique de réduire les inégalités économiques, considérées comme une conséquence naturelle de la liberté.
- **Risque d'oligarchie élective** : L'élection périodique ne garantit, à elle seule, ni la représentativité réelle des opinions des citoyens, ni l'égalité de leur influence. En dépit du suffrage universel, le libéralisme peut ainsi dériver vers un régime dominé par une élite économique, médiatique ou technocratique qui contrôle les leviers du pouvoir. [Exemple](#).

Nous reviendrons [plus bas](#) sur ces critiques.

## 2.2 Libéralisme économique

### 2.2.1 Principes

Dans un régime politique libéral, les institutions garantissent :

- **Un marché libre** : chacun peut acheter ou vendre ce qu'il veut, quand il veut, à qui il veut, au prix qu'il veut et sans limite arbitraire ;
- **La protection de la propriété privée** : sans mon consentement nul ne peut me prendre ce qui m'appartient, sauf peut-être l'Etat au nom de l'intérêt public ;
- **La non-intervention de l'État dans l'économie et la concurrence libre**. Ainsi, par exemple, l'Etat ne doit pas concurrencer des entreprises privées en profitant de sa plus grande richesse, du fait qu'il peut emprunter à moindre coût parce qu'il inspire plus confiance, et de lois à son avantage.

### 2.2.2 Auteurs majeurs

[Adam Smith](#), [David Ricardo](#), [Friedrich Hayek](#), [Milton Friedman](#).

### 2.2.3 Critiques économiques ou sociétales

Le libéralisme de l'économie peut entraîner des situations regrettables :

- **Inégalités**, c'est-à-dire différences d'accès :
  - Aux ressources matérielles, humaines ou financières ;
  - Aux droits des individus ou des entreprises ;
  - Aux relations entre individus ou groupes sociaux,
  - lorsque ces différences sont perçues comme injustes ou évitables.
- **Echecs du marché**, situations où le libre jeu de l'offre et de la demande n'aboutit pas à une allocation optimale des ressources, justifiant souvent une intervention publique. Exemple : une usine rejette des fumées nocives sans en payer le coût pour les riverains (ce qu'on appelle *externalité négative*).
- **Déshumanisation des rapports sociaux** : les relations humaines tendent à être réduites à des rapports utilitaires, contractuels ou marchands, au détriment de la solidarité, de la reconnaissance mutuelle ou des liens communautaires. Certains secteurs économiques (santé, éducation, environnement) ne peuvent être efficacement soumis à la seule logique marchande du libéralisme.

#### 2.2.4 Les démocraties libérales européennes en perte de vitesse

C'est sous ce titre qu'Isabelle Lasserre a publié un article intéressant dans le Figaro du 5 juin 2025. Elle constate qu'aujourd'hui la plupart des pays (le « Sud global » regroupant les pays économiquement moins développés, ainsi que la Chine, la Russie, l'Inde, la Turquie, l'Egypte, etc.) ont un [gouvernement autoritaire illibéral](#), et que, dans l'Union européenne, les partis d'extrême droite progressent partout dans les suffrages.

**Il y a donc un rejet croissant de notre modèle politique** qui a plusieurs causes.

Pour les anciens pays colonisés, dont la Chine, l'Inde et l'Egypte font partie, il y a le ressentiment historique contre notre colonialisme, dont procède une volonté de nous prouver qu'un autre modèle de société est possible. Ce modèle est autoritaire, et impérialiste dans les cas de la Chine et de la Russie.

Dans l'Union européenne, un nombre croissant de citoyens sont frustrés parce que l'Etat ne répond plus à leurs attentes depuis des années, [nous le verrons plus bas](#) ; ils votent alors pour des [populistes](#) qui leur promettent des solutions simplistes, possibles grâce à un Etat fort et au renoncement partiel à certaines libertés et règles de droit - c'est-à-dire une évolution vers un [régime autoritaire illibéral](#), comme en Hongrie et de plus en plus aux Etats-Unis de Trump.

**Un régime démocratique libéral a un handicap : les réformes approfondies sont rendues difficiles par l'alternance des gouvernements due aux élections périodiques.** Un gouvernement ne dure pas assez longtemps pour une telle réforme, et son successeur peut les annuler ou en modifier l'esprit. Un régime autoritaire n'a pas cette limitation : voyez le rythme des changements en Chine, en Inde et [dans les Etats-Unis de Donald Trump](#).

L'Union européenne (complètement démocratique et libérale) souffre, elle, de la lenteur de décision à 27 nations due à son régime sans gouvernement fédéral. Elle n'a donc pas de politique étrangère, pas de politique de défense, pas de politique de recherche et développement. C'est une organisation commerciale et financière, efficace économiquement et solide financièrement, mais impuissante au plan international.

**Partout, le manque de culture économique et politique des citoyens, associé à un manque de discernement et à la désinformation par les réseaux sociaux, fait qu'ils échangeraient volontiers du libéralisme pour plus d'autoritarisme.**

## 2.3 Libéralisme juridique

### 2.3.1 Principes fondamentaux

Le libéralisme juridique est un système politique dont les institutions garantissent la primauté du droit, les droits fondamentaux des personnes et groupes sociaux, et des procédures juridiques équitables.

### 2.3.2 La primauté du droit

C'est un principe d'universalité selon lequel le droit s'impose à tous, y compris aux autorités publiques. Cela signifie :

- Que nul n'est au-dessus de la loi, pas même l'État. Ainsi, lorsque le président Trump a déclaré, selon *Time* du 18/02/2025, que « [Qui sauve son pays ne viole aucune loi](#) » il se posait sans preuve comme [le sauveur des Etats-Unis](#) et en violait la Constitution.
- Que les actes de puissance publique doivent être conformes à un cadre juridique préétabli (votes, décrets...);
- Que le droit est prévisible, stable, public, et appliqué par des juges indépendants.

Exemple : Une autorité administrative française ne peut restreindre une liberté (par exemple interdire une manifestation) que si une loi l'y autorise, et cette décision peut être contestée devant un juge. Dans un État non libéral (exemple : un régime autoritaire), la police peut arrêter un citoyen sans motif légal clair ni recours possible, ce qui viole la primauté du droit.

### 2.3.3 Les droits fondamentaux

Ce sont les droits inhérents à la personne humaine, reconnus comme essentiels à sa dignité, à sa liberté et à son épanouissement. Ils sont protégés par les constitutions, le droit international, et les juridictions nationales et supranationales. Ils expriment l'idée que certains droits ne peuvent pas être niés, même par le législateur ou la majorité politique. Ces droits sont :

- **Universels** : ils s'appliquent à tous les êtres humains, toujours, partout, sans distinction d'origine, de sexe, de religion, etc.).
- **Inaliénables** : on ne peut en être privé, même avec son consentement (exemple : nul ne peut renoncer à sa dignité humaine, ou en priver autrui).
- **Indivisibles** : les libertés civiques, politiques, économiques, sociales et culturelles sont liées ; on ne peut choisir celles qu'on respecte.
- **Justiciables** : chacun peut invoquer ses droits devant un tribunal.
- **Supérieurs au droit ordinaire** : les droits fondamentaux limitent les lois ordinaires, qui doivent les respecter.

#### Droits civils et politiques, héritiers des Lumières

- Droit à la vie, à la liberté, à la sécurité ;
- Liberté d'expression, de religion, de conscience (= de religion ou d'athéisme) ;
- Droit à un procès équitable, à la présomption d'innocence ;
- Droit de vote, droit à la participation politique.

## Droits économiques, sociaux et culturels

- Droit au travail, et à des conditions justes. C'est un droit *de trouver* un travail, pas une garantie de s'en voir attribuer un comme en régime communiste (URSS).
- Droit à la sécurité sociale (assurances maladie, retraite, chômage...).
- Droit à l'éducation (payante ou non, selon le cas).
- Droit à un niveau de vie décent, à la santé, à trouver un logement (le [droit au logement opposable à l'Etat est une loi constitutionnelle française](#) d'application difficile et inéquitable, imposée par une volonté démagogique).

## Droits collectifs, tournés vers la solidarité et les générations futures)

- Droit à un environnement sain ;
- Droit au développement : droit des personnes et des groupes à s'épanouir, à chercher la santé, la connaissance, le bonheur, la richesse...
- Droit à la paix ;
- Droit d'accès à l'information.

### 2.3.4 Des procédures équitables

Les institutions garantissent l'égalité devant la justice et des procédures équitables.

## 2.4 Libéralisme philosophique et moral

C'est un héritage des Lumières.

### 2.4.1 Fondements

- **Autonomie de la raison** : la raison humaine est capable de penser par elle-même, de formuler ses propres lois et principes sans dépendre d'une autorité extérieure (religieuse, politique, traditionnelle...) ;
- **Pluralité des valeurs** : différents individus ou groupes sociaux adhèrent à des conceptions morales, spirituelles ou culturelles distinctes, qui sont incomparables mais légitimes. Il existe donc plusieurs manières de bien vivre, plusieurs systèmes de valeurs universellement partagées. Implications :
  - Neutralité de l'État : L'État libéral **ne peut pas imposer une vision du "bien" ou du "beau" à tous**. Il garantit les droits fondamentaux et laisse les individus **choisir leur mode de vie, leur religion, leur culture**.
  - Liberté d'expression et débat public : Le pluralisme implique le droit de contester, de débattre, et d'exister en désaccord pacifique. Ce droit est essentiel dans les sociétés démocratiques fondées sur la diversité.
- **Tolérance** : La tolérance consiste à accepter l'existence d'opinions, de croyances ou de comportements que l'on désapprouve, tant qu'ils ne portent pas atteinte aux droits fondamentaux d'autrui. Tolérer n'est pas approuver, c'est s'abstenir de réprimer ce que l'on pourrait condamner.

### 2.4.2 Auteurs influents

[John Stuart Mill](#), [John Rawls](#), [Isaiah Berlin](#).

### 2.4.3 Critiques

- [Relativisme moral](#), absence de repères communs ;
- [Individualisme perçu comme une menace pour la cohésion sociale](#) ;
- Remise en cause par le [communautarisme, les républicains radicaux et les doctrines religieuses](#).

## 2.5 Le libéralisme culturel et social

Le libéralisme culturel et social est une partie du libéralisme, centrée sur la liberté individuelle, qui concerne les mœurs, les croyances, les pratiques culturelles et l'identité personnelle. Elle complète le libéralisme politique, économique, juridique et philosophique en affirmant l'autonomie de l'individu, dans sa vie privée et culturelle, indépendamment des normes collectives dominantes.

### 2.5.1 Valeurs fondamentales

- **Libertés privées** : droit à la vie privée, à l'intimité, à la sexualité choisie, à la liberté d'expression et de croyance.
- **Émancipation individuelle** : l'individu doit pouvoir se libérer des coutumes ou valeurs culturelles de sa société, des traditions, des structures familiales, politiques ou religieuses contraignantes.
- **Pluralisme des modes de vie** : l'État n'impose pas un mode de vie « bon » ou « normal ».
- **Multiculturalisme libéral** : reconnaissance de la diversité des identités culturelles, religieuses, sexuelles, avec volonté d'inclusion.

### 2.5.2 Application concrète

- **Droits des femmes** : égalité juridique, autonomie reproductive, dénonciation du patriarcat.
- **Droits des LGBTQ+** : mariage pour tous, droit à l'adoption, transition de genre reconnus juridiquement.
- **Reconnaissance des minorités culturelles** : liberté vestimentaire, diversité linguistique ou religieuse dans les services publics.
- **Neutralité de l'État** : neutralité entre les conceptions morales et culturelles concurrentes. En France, la laïcité est un des modes de neutralité de l'Etat et des lois.

### 2.5.3 Critiques du libéralisme culturel et social

- **Fragmentation du lien social** (critique des communautaristes) : affaiblissement des valeurs communes et de la cohésion sociale.
- **Relativisme moral** – C'est une critique des opposants à [l'universalisme](#), qui estiment que les jugements moraux ne sont pas universellement valables, mais relatifs à une culture, une époque, une société ou même un individu. Ils nient qu'il existe des valeurs morales objectives, absolues ou universelles. Ils diluent donc les normes morales, affaiblissant les valeurs fondatrices comme la famille ou la nation. On distingue trois types de relativisme :
  - Le relativisme culturel : ce qui est considéré comme moral dépend des normes collectives d'une culture donnée.
  - Le relativisme subjectif : chaque individu définit pour lui-même ce qui est bien ou mal.
  - Le relativisme historique : les normes morales évoluent au fil du temps et sont donc historiquement situées.

#### Opposition avec le Suprême Bien de Kant

Le Suprême Bien de Kant est un Idéal universel et rationnel. C'est la conjonction parfaite de la **moralité (vertu)** et du **bonheur**. Il soutient que la vertu (agir par devoir, selon la loi morale universelle) est la condition suprême de tout ce qui

peut nous apparaître comme désirable. Cependant, la vertu seule ne suffit pas à constituer le Suprême Bien ; il faut y ajouter le bonheur, proportionné à la vertu.

Ce Suprême Bien n'est pas un idéal subjectif ou culturel. Il est universel, rationnel et nécessaire, découlant de la raison pratique pure. La moralité est fondée sur l'impératif catégorique, une loi que toute personne rationnelle doit suivre, indépendamment de ses inclinations ou des conséquences. Le Suprême Bien est donc une exigence de la raison, un idéal que l'humanité doit s'efforcer d'atteindre, et qui postule l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme comme conditions de sa réalisation.

Le relativisme moral est donc incompatible avec [l'universalisme](#) : chacun doit choisir entre l'Idéal de Kant et le relativisme.

- **Hyper-individualisme et isolement** – C'est une critique sociologique du libéralisme, qui déplore l'isolement des individus, la perte de solidarité et d'engagement communautaire. La primauté donnée à l'autonomie individuelle peut créer un isolement social croissant, une société d'individus seuls qui ne s'engagent plus dans les communautés réelles. L'émancipation devient une solitude choisie, sans solidarité structurante.
- **Tensions avec la démocratie** – C'est une critique républicaine : le multiculturalisme libéral peut entrer en conflit avec les exigences universalistes de la République (en France notamment). Par exemple, des revendications identitaires ou religieuses dans l'espace public (comme le port d'une burqa noire) peuvent apparaître comme une remise en cause de la laïcité, de l'égalité devant la loi ou de l'intérêt général, ou comme une provocation par rejet de la France.

### 3. Néolibéralisme

La doctrine du néolibéralisme est une nouvelle analyse critique du libéralisme classique précédent, notamment durant les années 1970-1980. Voici comment.

#### Repositionnement stratégique

- Réaffirmation de l'importance du marché face au [modèle keynésien](#) ;
- Promotion d'institutions favorisant la concurrence ;
- Stratégie de désengagement progressif de l'État-providence.

#### Généalogie historique

- Émergence à l'École de Chicago avec Milton Friedman ;
- Impulsion théorique de penseurs comme Friedrich Hayek ;
- Mise en œuvre politique sous Reagan (USA) et Thatcher (GB) ;
- Mondialisation : sous-traitance internationale, marché mondial des capitaux.
- Pour diminuer ses coûts de production, une entreprise multinationale sous-traite des parties de sa production à des entreprises de pays où elle coûte moins cher. Ainsi, la fabrication d'un téléphone Apple répartit ses opérations dans au moins 5 pays. De même, pour emprunter moins cher, une multinationale peut chercher des financements dans plusieurs pays.

#### Convergences fondamentales entre néolibéralisme et libéralisme

- Croyance dans l'autorégulation des marchés ;
- Valorisation de la liberté économique individuelle ;

- Critique des modèles interventionnistes centralisés.

### Divergences sur l'Etat entre néolibéralisme et libéralisme

- Le libéralisme se contente de la neutralité de l'Etat ;
- Le néolibéralisme implique une construction active de cadres institutionnels favorables au marché et à la mondialisation.

### Conception de la concurrence

- Libéralisme : La concurrence est un phénomène naturel ;
- Néolibéralisme : La concurrence est organisée sur les plans institutionnel et juridique. Exemple : l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) pour le commerce international.

## **3.1 Limites théoriques du libéralisme classique**

- L'hypothèse d'acteurs économiques parfaitement rationnels est irréaliste : les hommes ne sont pas toujours rationnels, ils sont souvent insuffisamment ou mal informés, et la concurrence est souvent biaisée.
- Sous-estimation des asymétries d'information. Exemple : dans la négociation d'achat d'une voiture d'occasion, le vendeur en sait plus sur sa voiture que l'acheteur : cette asymétrie d'information avantage le vendeur.
- Négation des externalités sociales et environnementales. Exemple : dans le choix pour un Français entre acheter une voiture française et une voiture chinoise, si on ne compare que les prix on néglige la possibilité que l'achat d'une voiture chinoise, produite sans respect de l'environnement, fait perdre de l'emploi en France et augmente la pollution mondiale.

## **3.2 Néolibéralisme et keynésianisme**

### **3.2.1 Description du modèle économique keynésien**

#### Contexte historique

Le modèle keynésien a été élaboré par John Maynard Keynes dans son ouvrage majeur *The General Theory of Employment, Interest and Money* (1936), en réponse à la Grande Dépression des années 1930. Il remet en question l'idée selon laquelle les marchés s'autorégulent et reviennent automatiquement à l'équilibre.

#### Modèle économique

Le modèle keynésien repose sur l'idée que l'économie peut fonctionner durablement en situation de sous-emploi, car c'est la demande globale (consommation + investissement + dépenses publiques + exportations nettes) qui détermine le niveau de production et d'emploi.

Contrairement au [libéralisme classique d'Adam Smith](#), Keynes affirme que les marchés ne s'autorégulent pas toujours spontanément. En cas de crise, les entreprises réduisent leur production, ce qui diminue les revenus, la consommation et l'emploi, et crée un cercle vicieux.

L'État doit donc intervenir activement pour [compenser l'insuffisance de la demande privée par la dépense publique \(politique budgétaire\), et par une politique monétaire souple \(taux d'intérêt bas\)](#).

Le modèle keynésien repose également sur le concept d'effet multiplicateur : une dépense publique initiale peut entraîner une hausse plus que proportionnelle du revenu national.

Le keynésianisme justifie ainsi les politiques de relance en période de récession, afin de rétablir le plein emploi et éviter les effets durables des crises.

#### Hypothèses principales

- L'économie peut rester en sous-emploi durable, sans que les mécanismes de marché suffisent à y remédier.
- La demande globale est le moteur central de l'activité économique.
- L'État peut intervenir pour stabiliser l'économie à court terme.
- Les prix et salaires sont rigides à la baisse (ils ne s'ajustent pas facilement ou rapidement à la baisse, même lorsque les conditions économiques le justifieraient).

#### Mécanismes d'ajustement

- En cas de récession, l'État peut relancer l'économie par une politique budgétaire expansionniste : hausse de la masse monétaire en circulation par la Banque centrale (« planche à billets ») et baisse des taux d'intérêt.
- La relance repose sur [l'effet multiplicateur](#) : 1 euro dépensé par l'État peut entraîner une hausse du PIB supérieure à 1 euro.

### **3.2.2 Critiques du modèle keynésien**

#### Critiques économiques

- **Critique monétariste** : la politique budgétaire (augmentation des dépenses de l'État) est incertaine et sujette à des retards.
- **Attentes rationnelles** : les agents économiques anticipent les politiques publiques. Exemple : si l'État annonce une politique de relance, les agents (personnes, entreprises, etc.) anticipent immédiatement une hausse future de l'inflation ou des impôts. Ils ajustent alors leur comportement en conséquence, ce qui peut annuler l'effet espéré de cette politique interventionniste.
- **Rigidité institutionnelle** (lenteur ou incapacité des institutions à s'adapter rapidement aux changements économiques, sociaux ou politiques) : les politiques publiques nécessitent donc un diagnostic rapide et pertinent.
- Inflation : les relances mal calibrées peuvent nourrir l'inflation.

#### Critiques politiques et idéologiques

- Intervention permanente de l'État dénoncée par les monétaristes.
- Risque de déficit public structurel.
- Déresponsabilisation des acteurs privés.

### **3.2.3 Néolibéralisme contre keynésianisme : affirmation du rôle du marché**

#### Fondements du néolibéralisme

- Les marchés sont les mécanismes les plus efficaces d'allocation des ressources.
- L'État doit se limiter à ses fonctions régaliennes.
- L'intervention publique fausse les signaux de prix.

#### Opposition aux politiques keynésiennes

- Rejet de la relance par la demande.
- Critique des déficits budgétaires chroniques, comme celui de la France, ininterrompu depuis 1975.
- Priorité à la discipline budgétaire, aux réformes structurelles.

## Conséquences de l'approche néolibérale

- Diminution du poids de l'État dans l'économie.
- Priorité à la maîtrise de l'inflation.
- Flexibilisation du travail.

## Synthèse critique

Critère	Modèle keynésien	Modèle néolibéral
Rôle de l'État	Intervention active	Minimal, régulation du marché monétaire
Cause principale des crises	Insuffisance de la demande	Rigidités structurelles, mauvaises incitations
Objectif prioritaire	Plein emploi	Croissance, stabilité monétaire
Politique économique	Relance budgétaire et monétaire	Réformes structurelles et discipline budgétaire
Limite principale	Risque d'endettement et inflation	Risque d'inégalités et de sous-consommation

## Conclusion

Le keynésianisme repose sur une confiance dans l'action de l'État pour stabiliser les cycles économiques, tandis que le néolibéralisme repose sur la foi dans l'efficacité du marché. Leur opposition structurelle s'incarne dans les débats contemporains sur les politiques de relance, les réformes de l'État, la justice sociale et les inégalités. Une approche critique ne peut ignorer que les excès de l'un justifient souvent le retour de l'autre, selon les conjonctures historiques.

## **3.3 Critique du néolibéralisme**

### **3.3.1 Dimensions socio-économiques**

**Accentuation des inégalités structurelles** - Le néolibéralisme, en mettant l'accent sur la libre concurrence, la réduction des impôts et la privatisation des services publics, tend à accentuer les écarts de richesse et de pouvoir entre différentes classes sociales. Il favorise l'accumulation du capital dans les mains d'une minorité, au détriment de la redistribution. Explications :

- Le marché libre ne corrige pas spontanément les inégalités : il tend à les reproduire ou les aggraver, car ceux qui ont plus de capital (financier, éducatif, social) bénéficient davantage des opportunités.
- Les mécanismes de solidarité collective (impôts progressifs, services publics gratuits, redistribution) sont souvent considérés comme des "freins à la croissance" et donc réduits ou affaiblis.

Exemple : aux Etats-Unis entre 1980 et 2020, la part du revenu national accaparée par les 1% les plus riches a presque doublé. Le néolibéralisme reaganien a supprimé de nombreuses réglementations et réduit les impôts des plus fortunés.

**Marchandisation systémique des relations sociales** - Le néolibéralisme tend à étendre la logique marchande à des domaines autrefois régis par des normes sociales, morales ou institutionnelles non marchandes, comme la santé, l'éducation, la culture ou les rapports humains. Exemples de cas :

- Cette marchandisation transforme les biens publics en biens privés par nationalisation, soumis à la logique du profit, de l'offre et la demande ;
- Dans certains pays, les soins deviennent des produits ; ceux qui ne peuvent pas payer sont exclus ou reçoivent des soins de moindre qualité.

**Fragilisation des protections sociales traditionnelles** - Les politiques néolibérales tendent à réduire ou assouplir les dispositifs de protection sociale construits après 1945 (assurances retraite, chômage et santé, droit du travail), au nom de la compétitivité et de la responsabilité individuelle.

### 3.3.2 Critiques de principe du néolibéralisme

- Réduction de l'être humain à l'état abstrait d'agent économique ;
- Priorité de la rentabilité sur la cohésion sociale ;
- Volatilité des mécanismes de régulation financière. L'adjectif *volatilité* désigne l'instabilité, la faiblesse ou l'inconstance des dispositifs de surveillance et de contrôle des marchés financiers : lois changeantes, régulateurs peu indépendants, normes assouplies ou inefficaces, etc.

Le néolibéralisme prônant la déréglementation, la libéralisation des marchés financiers et la réduction du rôle de l'État, les réglementations sont souvent vues comme des obstacles à l'efficacité du marché — ce qui conduit à des mécanismes instables, opportunistes, voire procycliques (qui renforcent les différences au lieu de les amortir). Exemples :

- Aux Etats-Unis, en 2007-2008, la grave [crise des « subprimes »](#) résulta de la vente par les banques de produits financiers sans contrôles clairs (CDO, CDS) et à l'absence de réglementation des agences de notation qui ont surévalué ces produits.
- La croissance sans contrôle des marchés de cryptoactifs et de finance décentralisée a produit de nombreux effondrements de plateformes (exemple : FTX) par manque de normes contraignantes.

## 4. Ordolibéralisme allemand

Le préfixe *ordo* vient de *ordonné, organisé*, par opposition à *libre*.

### 4.1 Définition générale

L'ordolibéralisme est une doctrine politico-économique apparue en Allemagne dans les années 1930. Elle soutient qu'un marché libre efficace exige un **ordre juridique et institutionnel rigoureux garantissant la concurrence**. Ce cadre structurel, instauré par l'État mais qui n'intervient pas dans les prix ou la production, est destiné à empêcher les distorsions telles que les monopoles ou les cartels. L'ordolibéralisme a fortement influencé l'économie sociale de marché en Allemagne dès l'après-guerre.

### 4.2 Principes

#### Rôle structurant de l'État

- L'État n'intervient pas directement dans l'économie, mais fixe les règles garantissant un fonctionnement concurrentiel organisé.
- Il lutte contre les concentrations de pouvoir économique (cartels, monopoles).
- Il assure un cadre stable, notamment par la stabilité monétaire, le respect du droit et l'indépendance des institutions.

### Concurrence organisée

La concurrence est conçue comme un mécanisme fondamental, mais n'est pas naturelle. Elle doit être instituée, maintenue et encadrée par un droit économique fort.

### Rejet du laisser-faire

L'ordolibéralisme s'oppose au libéralisme classique qui mise sur l'autorégulation du marché depuis [Adam Smith](#) au XVIIIe siècle.

### Responsabilité individuelle et morale

Chaque acteur économique doit assumer les conséquences de ses choix en tant que sujet moral et juridique.

### Stabilisateurs macroéconomiques

La priorité est donnée à la lutte contre l'inflation, l'équilibre budgétaire et la politique monétaire rigoureuse.

## **4.3 Critiques principales**

### Critique sociale et redistribution

L'effort de redistribution des revenus dans un pays est généralement mesuré par la part des dépenses sociales publiques dans le produit intérieur brut (PIB). Ces dépenses comprennent les transferts monétaires (retraites, allocations chômage, aides sociales) et les services en nature (santé, éducation, logement).

L'ordolibéralisme n'accorde pas une place suffisante à la redistribution des richesses.

Ainsi, en pourcentage du PIB, l'effort de redistribution est de 26,7 % en Allemagne contre 31,6 % en France.

L'ordolibéralisme est jugé incompatible avec une politique de relance keynésienne.

### Juridisme excessif

La confiance dans la régulation juridique est perçue comme trop rigide.

Le modèle ignore les rapports de force sociaux et les dimensions culturelles de l'économie.

### Inadaptation conjoncturelle

L'ordolibéralisme est jugé trop dogmatique en temps de crise. Ce fut le cas, par exemple, lors de la crise de la dette souveraine de la zone euro de 2010-2012.

L'austérité consécutive à la crise de 2008 est aussi attribuée à cette doctrine.

## **4.4 Comparaison de l'ordolibéralisme avec le néolibéralisme**

- Tous deux apprécient le marché, la compétition et la limitation du rôle de l'État producteur.
- Le néolibéralisme croit à l'autorégulation du marché, tandis que l'ordolibéralisme exige un cadre juridique organisateur.
- L'ordolibéralisme organise un ordre stable et prévisible, ne se contentant pas de la liberté contractuelle.

## **4.5 Influence de l'ordolibéralisme sur l'Union européenne**

### Institutions inspirées par l'ordolibéralisme

La [BCE \(Banque Centrale Européenne\)](#), indépendante et censée assurer la stabilité des prix, reflète les principes ordolibéraux.

### Discipline budgétaire européenne

Le Pacte de stabilité, les critères de Maastricht et les règles fiscales illustrent cette influence.

### Tensions politiques

Les pays du Sud européen ont contesté une domination de l'approche allemande, perçue comme rigide et austère.

## **4.6 Bibliographie**

- Walter Eucken, [\*Grundsätze der Wirtschaftspolitik\*](#), 1952.
- Michel Foucault, [\*Naissance de la biopolitique\*](#), Collège de France, 1979.
- Bruno Amable, [\*Les cinq capitalismes\*](#), 2005.
- Joseph Stiglitz, [\*The Euro and its Threat to the Future of Europe\*](#), 2016.

## **5. Populisme et illibéralisme**

### **5.1 Populisme**

Le populisme est une idéologie ou un régime politique fondé sur une opposition totale entre "le peuple pur" et "les élites corrompues". Il se caractérise par :

- Une rhétorique anti-élite ;
- La valorisation d'une volonté populaire considérée comme unifiée ;
- La critique des institutions représentatives classiques.

#### Définition canonique

Mudde (2004) le définit comme une *idéologie de faible intensité* qui considère la société comme divisée en deux groupes homogènes et antagonistes : "le peuple pur" contre "l'élite corrompue", et qui affirme que « la politique doit être l'expression de la volonté générale du peuple ». Voir : Mudde. "The Populist Zeitgeist." [\*Government and Opposition\* 39, no. 4](#) (2004): 541–563.

Un politicien populiste dit d'abord aux citoyens ce qu'ils ont envie d'entendre : qu'ils gagneront plus, que leurs impôts baisseront, qu'il bloquera l'immigration, etc. Il le dit avec des mots simples, faisant passer ses propositions pour des solutions de bon sens.

Il désigne ensuite au peuple des adversaires à détester : des élites qui accaparent les ressources du pays et complotent en secret contre lui, le pouvoir du mystérieux « Etat profond », les étrangers dangereux qu'on accueille et soigne quand même...

### **5.2 Illibéralisme**

L'illibéralisme désigne un régime ou une idéologie politique qui conserve les apparences de la démocratie (élections, majorité) tout en rejetant les principes libéraux fondamentaux :

- Séparation des pouvoirs ;
- Protection des droits individuels ;
- État de droit ;
- Pluralisme des opinions.

Le terme est souvent employé pour décrire des régimes autoritaires, comme ceux de Viktor Orbán en Hongrie, de Recep Tayyip Erdoğan en Turquie, de Trump aux USA.

Voir : Zakaria, Fareed. *“The Rise of Illiberal Democracy.”* Foreign Affairs, 1997.

### 5.3 Comparaison du populisme avec l’illibéralisme

Critère	Populisme	Illibéralisme
Statut	Idéologie ou style politique	Forme de régime ou de gouvernance
Rapport à la démocratie	Pro-démocratique (en apparence)	Antilibéral, parfois antidémocratique
Valeurs dominantes	Volonté générale, unité du peuple	Majorité électorale, autorité de l'État
Rapport aux institutions	Critique virulente, volonté de court-circuit	Délégitimation et affaiblissement institutionnel
Exemples contemporains	Trump, Mélenchon, Bolsonaro	Orbán, Poutine, Modi (certains aspects)

### 5.4 Critique du populisme

- **Réduction simpliste de la composition politique** : en opposant "peuple" et "élite", il ignore la diversité des intérêts sociaux.
- **Dérive autoritaire possible** : en prétendant incarner la volonté du peuple, il peut justifier l'éradication de l'opposition.
- **Rhétorique de crise permanente** : favorise les émotions contre la rationalité, délégitimant tout compromis.

Voir : Urbinati, Nadia. *“Democracy Disfigured: Opinion, Truth, and the People.”* Harvard University Press, 2014.

### 5.5 Critique de l’illibéralisme

- **Érosion de l’État de droit** : concentration du pouvoir, mise au pas de la justice.
- **Atteintes aux droits fondamentaux** : restrictions des libertés de presse, d'expression, d'association.
- **Dégradation du pluralisme** : disqualification systématique des oppositions comme "ennemis de l'État ou du peuple".

Voir : Levitsky, Steven, and Daniel Ziblatt. *“How Democracies Die.”* Crown, 2018.

### 5.6 Résumé des différences entre populisme et illibéralisme

Populisme et illibéralisme ne se recoupent pas entièrement, mais ils partagent certains effets :

- Le populisme sert souvent de porte d'entrée à l'illibéralisme ;
- L'illibéralisme peut instrumentaliser le populisme pour légitimer des pratiques autoritaires sous couvert de démocratie.

Tous deux posent un défi majeur aux démocraties libérales pluralistes, tant sur le plan institutionnel que culturel.

### 5.7 Populisme de gauche et populisme de droite

Source : *Menace sur l'Etat de droit*, de Patrice Spinosi

Le populisme de gauche se distingue radicalement du populisme de droite à plusieurs égards : les populistes de gauche et de droite ne définissent pas le peuple et les élites de la même manière.

- **Le populisme de droite définit le peuple à travers une idéologie ethnique, culturelle et territoriale.** Exemple français : le RN (Rassemblement national). L'élite accuse les experts et hauts fonctionnaires, partis politiques traditionnels et médias dominants de favoriser des minorités portant des valeurs contraires à celle du peuple national, composé d'individus ayant une origine commune.
- Le populisme de gauche s'appuie sur une vision inclusive du peuple, articulant les revendications des classes populaires et de certains secteurs de la classe moyenne, avec les luttes antiracistes, écologiques et féministes. Exemple français : LFI (La France Insoumise). L'élite, dans cette perspective, est identifiée comme une oligarchie financière, technocratique et politique, composée des multinationales, des grandes institutions économiques et des gouvernants, accusés d'appliquer une politique néolibérale, favorable aux marchés.

Ainsi le populisme de gauche axe son programme autour de la **redistribution des richesses et la protection des minorités**. Il veut transformer l'ordre économique et social au nom de valeurs progressistes, voire révolutionnaires. Et il peut constituer une menace pour l'État de droit en ce qu'il relève de l'illibéralisme : rejet des institutions représentatives traditionnelles, des médias et de la classe des intellectuels, discours simplificateur et polarisant, tendance à la personnalisation du pouvoir. En France : voir [La Meute : Enquête sur la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon](#).

## 5.8 Populisme des républicains opportunistes

Source : [Menace sur l'Etat de droit, de Patrice Spinosi](#)

C'est le populisme des représentants de partis républicains qui, par faiblesse ou simple opportunisme électoral, épousent et reprennent des idées caractéristiques de partis extrêmes. Plus qu'une véritable troisième voie autonome, il s'agit plutôt d'une caisse de résonance de la pensée populiste au sein de l'appareil de l'État républicain. Exemples :

- Bruno Retailleau ne craint pas d'affirmer que l'État de droit, « ni intangible ni sacré », est un ensemble de règles dont la source reste le peuple souverain.
- Après la décision du Conseil constitutionnel de censurer certains articles de la loi immigration du 26 janvier 2024, Laurent Wauquiez dénonce « un coup d'État de droit », Éric Ciotti « un hold-up démocratique » et Jordan Bardella « un coup de force des juges ».
- Jean-Luc Mélenchon n'est pas en reste. Concernant la réforme des retraites de 2023, il déclare : « La décision du Conseil constitutionnel montre qu'il est plus attentif aux besoins de la monarchie présidentielle qu'à ceux du peuple souverain. La lutte continue et doit rassembler ses forces. »

Tous jouent **la souveraineté populaire contre les juges, la légitimité de l'élection contre celle du droit**.

## 5.9 Quand la culture disparaît, la démocratie suit

Source : <https://www.nytimes.com/2025/06/02/opinion/united-states-democracy-culture.html>

Il y a dans toutes les démocraties avancées une crise des attentes.

Ainsi, un institut de sondage britannique réputé [a constaté en 2019 qu'une](#) majorité de personnes (54 %) étaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle « la Grande-Bretagne a besoin d'un dirigeant fort, prêt à transgresser les règles ».

Le problème est simple : **la plupart des citoyens d'une nation attendent de leur gouvernement qu'il résolve des problèmes qu'il ne peut résoudre.**

Considérons une entreprise française qui doit fermer parce qu'il n'y a plus de demande pour les produits qu'elle fabrique. Elle ne trouve pas de repreneur et tout son personnel doit être licencié, provoquant un désastre économique dans la petite ville qu'elle faisait vivre depuis 30 ans.

Comme elle fait partie d'un groupe international très profitable, beaucoup de Français réclament qu'une partie des bénéfices du groupe soient attribués aux collègues français. Solidarité ! crient-ils. Mais comme les actionnaires étrangers du groupe ne voient aucune raison de payer pour des Français qui n'ont pas su anticiper l'évolution du marché, ceux-ci se tournent vers leur gouvernement.

Hélas, celui-ci ne peut créer des emplois que dans la fonction publique, où tout le monde sait qu'il y en a déjà trop. Des problèmes économiques comme celui-là surgissant chaque semaine depuis des décennies, les Français en déduisent que leur gouvernement est incapable de répondre à leurs attentes ; d'ailleurs la santé publique va mal, les salaires augmentent moins vite que les prix et les impôts, il n'y a pas assez de police pour protéger les manifestants paisibles, etc.

Comme la France a beaucoup de politiciens populistes, de gauche comme de droite, ceux-ci proposent des solutions simples et de bon sens, comme « prendre l'argent aux riches » et « renoncer à rembourser notre dette publique aux capitalistes qui l'ont financée, et qui sont déjà bien assez riches ».

Il y a des millions de Français, déçus du gouvernement, qui croient ces populistes. Ils sont prêts à leur confier le pouvoir pour voir leurs problèmes résolus en « renversant la table ». Et ils sont en bonne compagnie, voyez les Etats-Unis de Trump, la Hongrie d'Orban, la Slovaquie, la Grande Bretagne du Brexit : en 2025, dans toutes les démocraties libérales les populistes progressent aux élections, portés par des promesses mensongères et la crédulité des électeurs.

En France comme aux Etats-Unis, les circonscriptions où on a voté le plus contre l'immigration (c'est-à-dire pour le RN en France et Trump aux Etats-Unis) sont celles où il n'y a que très peu d'immigrés, celles des campagnes et petites villes qu'on appelle chez nous « les territoires ». La raison est la même : des populistes y ont suscité la peur des immigrés, du remplacement de la culture traditionnelle par la culture de « ces gens-là ». Nous verrons [plus bas](#) que ce réflexe identitaire encourage le post-libéralisme.

**La triste réalité est l'incompétence des citoyens, pas celle des gouvernements.**

Les citoyens qui s'informent assez pour que leur vote ait un sens sont une infime minorité. Quelques pourcent seulement lisent des magazines ou quotidiens d'économie vulgarisateurs, comme *Challenges* ou *l'Opinion*, ou regardent des chaînes d'information approfondie comme *LCI*. Les journaux télévisés sont surtout consacrés à des faits divers générateurs d'émotions. Chacun de leurs sujets est traité en 2 à 3 minutes maximum, ne laissant jamais de temps pour *expliquer* les problèmes d'économie ou de société qui comptent ; d'ailleurs tous les journalistes vous diront que les explications lassent le public et font baisser l'audience. Trop de

gens, surtout en dessous de 50 ans, « s'informent » sur les réseaux sociaux, où les informations sont sans garantie de qualité - quand ils ne sont pas générés par des algorithmes influenceurs efficaces.

Nous aspirons à la protection de l'État contre de nombreux risques inhérents à la vie : précarité de l'emploi, difficultés économiques, sécheresse, incendies et inondations, attentats, maladies et accidents. Ces risques sont une conséquence naturelle de l'augmentation remarquable des réalisations techniques de l'humanité depuis le milieu du XIXe siècle. Face à tous ces périls, nous exigeons une solution gouvernementale. S'il n'y en a pas, nous l'attribuons à l'incompétence du gouvernement.

Lorsque ces attentes sont déçues, comme c'est souvent le cas, les gens accusent le « système » ou l'« État profond ». Ils se retournent contre l'ensemble de la classe politique, incapable de satisfaire leurs revendications pour une amélioration continue de leurs conditions de vie. En l'absence de culture économique et démocratique, ils se tournent spontanément vers les politiciens « forts », et se font l'illusion que ce sont eux seuls qui peuvent faire avancer les choses.

La concentration du pouvoir entre les mains de la petite équipe du gouvernement Trump, et l'absence de délibérations et de contrôles plus larges, leur permettent de prendre des décisions majeures à la va-vite, sans réflexion, planification, recherche ni consultation appropriées. Au gouvernement, l'homme fort qu'est Trump privilégie la loyauté au détriment de la sagesse, la flatterie au détriment des conseils objectifs, et l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt général. Tout cela conduit généralement au chaos, à l'effondrement politique, à l'appauvrissement économique et aux divisions sociales.

**Le populisme conduit de la démocratie à l'autoritarisme illibéral, voilà ce que les électeurs qu'il trompe devraient savoir.**

## 5.10 Références

### Ouvrages généraux

- **Mudde & Rovira Kaltwasser, Cristóbal:** *Populism: A Very Short Introduction*, Oxford University Press, 2017.
- **Zakaria, Fareed:** *The Future of Freedom: Illiberal Democracy at Home and Abroad*, W.W. Norton & Company, 2003.
- **Levitsky & Ziblatt:** *How Democracies Die*, 2018.
- **Urbinati, Nadia:** *Democracy Disfigured*, 2014.
- **Jan-Werner Müller:** *What is Populism?*, University of Pennsylvania Press, 2016.

### Articles et sources

- Mudde, C. (2004). "The Populist Zeitgeist." *Government and Opposition*, 39(4), 541–563.
- Zakaria, F. (1997). [\*The Future of Freedom: Illiberal Democracy at Home and Abroad \(Revised Edition\)\*](#)
- Pappas, Takis S. (2019). [\*Populism and Liberal Democracy: A Comparative and Theoretical Analysis\*](#). Oxford University Press.

## 6. Post-libéralisme et administration Trump

### 6.1 Définition du post-libéralisme

#### 6.1.1 Origine du terme

Le post-libéralisme est un courant de pensée politique et philosophique apparu au début du XXI<sup>e</sup> siècle en réaction aux limites perçues du libéralisme classique, tant dans sa version économique (libre marché, mondialisation) que dans sa version politique (individualisme, droits abstraits, démocratie représentative).

C'est une doctrine défensive, voire [réactionnaire](#), qui reproche au libéralisme d'être :

- **Désincarné**, c'est-à-dire basé sur un concept abstrait d'individu plutôt que sur des personnes vivantes ;
- **Déracinant**, c'est-à-dire hostile aux traditions et à l'appartenance à une communauté, trop enclin à l'individualisme ;
- **Hégémonique**, c'est-à-dire [universaliste](#), s'imposant comme modèle politique, moral et économique unique.

La **rhétorique identitaire, voire xénophobe** du post-libéralisme vise à protéger :

- Des communautés (culturelles, religieuses, nationales...) contre « l'étranger » ;
- Des valeurs morales jugées menacées par la science, la permissivité libérale ;
- Une vision du monde fondée sur le « bon sens intuitif » plutôt que sur des principes philosophiques abstraits ou scientifiques.

C'est aussi une **doctrine positive**, ancrée dans des **vertus communautaires**, une **éthique du bien commun** et une **vision intégrée de la société**. Elle correspond à un besoin inné de tout individu : ne pas être seul, s'associer à d'autres, partager des valeurs et des émotions, être reconnu et approuvé par d'autres.

#### 6.1.2 Principes

Le post-libéralisme repose sur les idées suivantes :

- **Critique de l'individualisme** : le post-libéralisme rejette l'individu abstrait autonome comme fondement principal de la politique.
- **Prépondérance de la communauté** : priorité est donnée à l'appartenance sociale, à la culture locale, au bien commun.
  - Ce principe est reconnu par nos lois : en cas de conflit **l'intérêt public l'emporte sur l'intérêt particulier**.
  - C'est aussi un principe de la [doctrine utilitariste](#).
- **Retour à la souveraineté** : les post-libéraux valorisent l'autonomie des nations, souvent en opposition à la mondialisation économique et à [l'universalisme](#) juridique.
- **Réévaluation de l'autorité** : réhabilitation de la tradition, de la religion, et parfois du rôle structurant de l'État.

#### Exemple de prise de position post-libéraliste

Dans son [discours d'acceptation à la Convention Nationale Républicaine](#), J. D. Vance a dit "People will not fight for abstractions, but they will fight for their home" (Les gens ne se battent pas pour des abstractions, mais ils se battent pour leur foyer). Par là il soutenait que les soldats n'acceptent pas de risquer leur vie au combat par idéal, mais plutôt par engagement envers les membres de leur unité.

Cette affirmation erronée place la valeur morale d'un petit groupe de combattants au-dessus d'idéaux universels comme « tous les hommes sont créés égaux » ; « ils sont dotés de droits inaliénables » ; « la démocratie est la forme de gouvernement qui reconnaît le mieux la dignité humaine », etc. ». Elle illustre la dérive communautariste du post-libéralisme, qui place systématiquement le groupe local, la famille, l'ethnie, la nation ou la race au-dessus de l'Homme, concept philosophique [universaliste](#) qu'il rejette.

### Le nationalisme du post-libéralisme

Il existe, en effet, deux formes de nationalisme. Aux Etats-Unis par exemple, il y a d'abord le **nationalisme idéaliste**, porté par des hommes comme Abraham Lincoln, Ronald Reagan et Joe Biden, qui affirment que l'Amérique n'est pas seulement une terre, mais qu'elle a été fondée pour incarner et diffuser les idéaux exprimés dans la [Déclaration d'indépendance](#) et le [Discours de Gettysburg](#).

Ensuite, il y a le **nationalisme ancestral et patrimonial**, traditionnellement plus répandu en Europe, de Donald Trump et Vance, qui croient que l'Amérique n'est qu'un groupe de personnes parmi d'autres, dont la mission est de prendre soin des siens, de leur donner la priorité en excluant les étrangers si nécessaire. C'est une **vision [réactionnaire](#) d'exclusion, de repli sur soi, de regret du « bon vieux temps », de défiance vis-à-vis des « autres », de l'« America First » de Trump, et la « Priorité nationale » du RN français.**

La conception universaliste de la société considère qu'aimer l'autre va *de la même façon* du frère à la famille, puis à la patrie, puis à l'humanité. La conception post-libéraliste, au contraire, dresse le groupe local contre l'autre, en un jeu à somme nulle où on ne partage aucun bien, aucun droit. Trump veut annexer le Canada et le Groenland, peu importe qu'ils appartiennent à leurs peuples respectifs.

## **6.2 Positionnement par rapport à d'autres doctrines**

### **6.2.1 Opposition à l'universalisme des Lumières**

Les post-libéraux reprochent au libéralisme rationaliste des Lumières de considérer la raison humaine comme autonome, suffisante et universellement normative, indépendamment de toute tradition, culture ou religion et de toute époque. Ils contestent donc [l'universalisme](#) de la vérité et de la connaissance scientifiques, qu'il faut replacer selon eux, sur la base morale et métaphysique d'une communauté.

- Patrick Deneen, par exemple, [critique la conception libéraliste moderne d'une raison désincarnée, abstraite, qui ignorerait l'enracinement historique et communautaire de toute pensée humaine.](#)
- John Milbank considère que [le rationalisme moderne a évacué toute transcendance et toute dimension théologique, affaiblissant la cohésion sociale.](#)

Le post-libéralisme défend une **vérité rationnelle locale**, c'est-à-dire intégrée dans une tradition, souvent chrétienne ou communautaire, et reliée à une conception morale de l'homme. Il rejette la prétention d'une raison universelle à l'indépendance par rapport à tout fondement culturel, théologique ou métaphysique.

Il défend aussi une **moralité tribale**, par opposition à la moralité à valeurs universelles des Lumières. A ses yeux, l'effort de guerre d'Américains est normal pour protéger l'Amérique de la Chine, pas pour empêcher l'impérialisme assassin de Poutine de s'emparer du rempart avancé de la liberté européenne qu'est l'Ukraine ;

l'argent du contribuable américain doit être investi pour l'emploi en Amérique, pas pour aider des crève-la-faim en Afrique avec USAID.

### 6.2.2 Position relativiste par rapport à la science et à l'universalisme

Pour le post-libéralisme la science n'est pas rejetée en tant que connaissance, mais remise à sa juste place : celle d'un outil parmi d'autres, au service d'une vérité plus globale, enracinée dans l'anthropologie, la morale et la religion. Les post-libéraux nient la suffisance de la science pour guider l'action politique, mais ne nient pas sa validité dans son domaine non-humain de connaissance.

Le post-libéralisme distingue *science descriptive* (utile et légitime) et *scientisme normatif* (illégitime en tant que fondement éthique ou politique).

Les post-libéraux insistent sur la valeur des savoirs traditionnels, notamment moraux, religieux, culturels, communautaires. Ces formes de connaissance ne sont pas nécessairement rationnelles au sens scientifique, mais intègrent des vérités anthropologiques vérifiées par l'histoire.

Le post-libéralisme affirme que la connaissance morale, politique et sociale est liée à l'histoire et à l'expérience des communautés. Il critique l'idée que des théories générales, abstraites et universelles (scientifiques, économiques ou juridiques) comme le libéralisme puissent guider la vie sociale sans enracinement local.

Certains post-libéraux considèrent que la connaissance moderne est devenue un instrument de domination, par le biais des technostructures, des élites bureaucratiques, ou du soft power des universités occidentales. Ils appellent donc à une épistémologie alternative, fondée sur l'enracinement, la tradition, et la relation communautaire.

### 6.2.3 Le post-libéralisme est-il réactionnaire ?

#### Qu'est-ce qu'être réactionnaire ?

L'adjectif *réactionnaire* qualifie un courant politique qui vise à **restaurer un ordre ancien**, jugé supérieur à celui issu des évolutions modernes (révolutionnaires, libérales, démocratiques ou progressistes). Une idéologie réactionnaire s'oppose donc fondamentalement aux transformations sociales, politiques ou morales associées au progrès, à l'égalité ou à l'émancipation individuelle.

Le terme *réactionnaire* apparaît au moment de la Révolution française, pour désigner ceux qui veulent réagir contre les bouleversements révolutionnaires et restaurer l'Ancien régime (monarchie, hiérarchie sociale, autorité religieuse).

Une idéologie réactionnaire est caractérisée par :

- Le refus du progrès en tant que valeur scientifique, morale ou sociale ;
- **L'idéalisation d'un passé traditionnel**, perçu comme harmonieux ou légitime (ordre naturel, autorité divine, coutume ancestrale, culture d'un groupe...) ;
- Une critique radicale des idéaux modernes comme l'égalité, les droits individuels, la démocratie représentative ou la laïcité.

#### Positions doctrinaires du post-libéralisme

Il rejette :

- L'individualisme ;
- Le libéralisme et son pluralisme politique ;
- La dérégulation culturelle et morale.

Il apprécie :

- Un État fort ;
- Le communautarisme éthique (famille, tradition, nation, foi) ;
- Une forme d'économie sociale ou protectionniste ;
- La souveraineté populaire contre les élites technocratiques ou mondialisées.

#### Points de convergence du post-libéralisme avec l'idéologie réactionnaire

- Rejet de [l'universalisme](#) abstrait, de l'individualisme, du progressisme moral (droits des minorités sexuelles, avortement, multiculturalisme).
- Idéalisation d'un ordre moral ancien ou localisé (famille traditionnelle, éducation religieuse, hiérarchie des rôles sociaux).
- Méfiance envers les droits fondamentaux, conçus comme détachés du bien commun.

#### Points de divergence avec l'idéologie réactionnaire

- Le post-libéralisme n'est pas toujours hostile à la démocratie : il peut chercher à **la réorienter vers une démocratie illibérale ou communautaire**.
- Il ne vise pas toujours à restaurer un ordre strictement ancien : il peut vouloir **construire un ordre nouveau fondé sur des principes antimodernes**.
- Il critique le libéralisme progressiste de gauche comme de droite, mais parfois au nom de préoccupations contemporaines (cohésion sociale, déracinement, perte de sens, effondrement écologique).

#### Conclusion

Le post-libéralisme juge la démocratie libérale en réactionnaire, tout en formulant des propositions populistes pour la rendre illibérale.

### **6.3 Doctrine post-libéraliste de la suprématie humaine**

Les actions et la rhétorique de l'administration Trump reflètent une vision fortement anthropocentrique du monde. Cette perspective place les intérêts et les besoins humains en tête de toutes les considérations, souvent au détriment de l'environnement naturel et des autres espèces. Voici ses caractéristiques.

- **Priorité à l'économie sur l'écologie** : Cette doctrine se manifeste par un fort penchant à privilégier la croissance économique et la création d'emplois, en considérant les réglementations environnementales comme des obstacles. Les ressources naturelles sont vues surtout comme des intrants pour l'activité économique humaine. Trump favorise le développement des énergies fossiles en clamant « Drill baby, drill ! » (fore, mec, fore !) et en parlant de « clean coal » (charbon propre).
- **Déréglementation environnementale massive** : L'administration Trump a entrepris de [réduire ou éliminer de nombreuses protections environnementales et climatiques](#), y compris celles concernant la qualité de l'air et de l'eau, les émissions de gaz à effet de serre et la protection des terres sensibles. Ces actions sont souvent justifiées par la volonté de stimuler les activités comme l'extraction des combustibles fossiles, l'exploitation minière et la foresterie. Voir aussi [What is the Trump administration's track record on the environment?](#)
- **Scepticisme climatique et retrait des accords internationaux** : Un élément central de cette idéologie est le scepticisme ou la négation de l'urgence du changement climatique d'origine humaine. [Le retrait des États-Unis de l'accord](#)

[de Paris sur le climat](#) et [la promotion des énergies fossiles](#) sont des exemples flagrants de cette approche.

- **Vision utilitariste de la nature** : [La nature est perçue comme un ensemble de services et de ressources à exploiter pour le bénéfice humain à court terme, plutôt que comme un écosystème interdépendant ayant une valeur intrinsèque à long terme.](#) Les rivières sont vues comme des sources d'eau ou des voies navigables, les forêts comme des sources de bois, etc. [Voir utilitarisme.](#)
- **Opposition aux "droits de la nature"** : Cette approche est fondamentalement [opposée à la reconnaissance de droits inaliénables des écosystèmes](#), considérant que de telles notions entravent l'exploitation humaine de leurs ressources.

### 6.3.1 Critiques de cette idéologie

De nombreuses critiques de cette approche se fondent sur des arguments éthiques, écologiques et économiques à long terme. En voici.

#### Impacts environnementaux dévastateurs du post-libéralisme

- **Pollution accrue** : La déréglementation entraîne une augmentation de la pollution de l'air et de l'eau, avec des conséquences directes sur la santé humaine (maladies respiratoires, contaminations).
- **Accélération du changement climatique** : En favorisant les combustibles fossiles et en se retirant des efforts internationaux, cette approche accélère le changement climatique, menaçant la stabilité des écosystèmes et la sécurité humaine à l'échelle mondiale.
- **Perte de biodiversité** : La priorité donnée à l'exploitation des ressources sans mesures de protection adéquates peut accélérer la perte d'habitats et la disparition d'espèces.

#### Absence de vision à long terme et risques économiques

- **Coûts futurs** : Les dégradations environnementales actuelles entraînent des coûts futurs importants en termes de santé publique, de désastres naturels, de pénuries de ressources et de nécessité de réparations coûteuses.
- **Obstacle à l'innovation** : En privilégiant les industries traditionnelles, cette approche freine l'investissement et le développement des technologies propres et des énergies renouvelables, plaçant le pays en retard par rapport aux économies mondiales en transition.

#### Considérations éthiques et morales sur le post-libéralisme

- **Injustice environnementale** : Les communautés les plus vulnérables (souvent des minorités ou des populations à faible revenu) sont les premières et les plus touchées par la pollution et la dégradation environnementale, ce qui soulève des questions d'équité et de justice.
- **Responsabilité intergénérationnelle** : Cette doctrine est critiquée pour son manque de respect pour les générations futures, qui hériteront d'un environnement dégradé et de ressources épuisées.
- **Valeur intrinsèque de la nature** : De nombreux philosophes et écologistes soutiennent que la nature a une valeur inhérente, indépendante de son utilité pour les humains, et qu'une approche purement anthropocentrique est condamnable d'un point de vue éthique.

- **Isolement international** : Le retrait des Etats-Unis des accords internationaux et la promotion d'une politique "America First" en matière d'environnement isolent les États-Unis sur la scène mondiale, entravant les efforts collectifs pour résoudre des problèmes transnationaux comme le changement climatique.

En résumé, la "doctrine de la suprématie humaine" de l'administration Trump, bien que non formellement énoncée, est perçue comme une approche qui place les intérêts humains immédiats et économiques au-dessus des considérations environnementales à long terme. Ses implications écologiques, sociales et éthiques sont très critiquables.

### 6.3.2 Promoteurs et penseurs du post-libéralisme

#### Royaume-Uni

- John Milbank et Adrian Pabst : politologue, coauteur avec Milbank de [The Politics of Virtue: Post-liberalism and the Human Future](#) (2016).
- [Philip Blond, penseur conservateur britannique, connu pour sa théorie du Red Toryism, mêlant valeurs conservatrices et justice sociale. Il dirige le thinktank ResPublica.](#)

#### États-Unis

- Patrick Deneen, professeur à Notre Dame, auteur de [Why Liberalism Failed](#) (2018), où il soutient que le libéralisme a abouti à la désagrégation sociale.
- Sohrab Ahmari, éditorialiste conservateur, [plaidant pour un renouveau moral de l'ordre politique](#), parfois qualifié de post-libéral catholique.
- Yoram Hazony, [philosophe israélien, promoteur du nationalisme conservateur et d'un ordre post-libéral basé sur la loi naturelle et la tradition religieuse.](#)

#### France

Bien qu'il n'y ait pas encore de courant post-libéral structuré en France, des auteurs comme Pierre Manent, Marcel Gauchet ou Chantal Delsol critiquent certains effets du libéralisme sur le lien social et la souveraineté, de manière convergente.

### 6.3.3 Références

- [The Trouble with Anthropocentric Hubris, with Examples from Conservation](#) ;
- [Trump Administration's Decision To Strip Away Clean Air and Water Protections Will Endanger Millions of Americans](#) ;
- [Trump's War on Nature Is Up Against a Powerful New Resistance Movement](#) ;
- [Surexploitation des ressources](#) .

## 6.4 Critiques du post-libéralisme

#### De la part des libéraux

- **Risque d'autoritarisme** : [le rejet des principes libéraux peut ouvrir la voie à un pouvoir fort ou à la limitation des libertés individuelles.](#)
- **Nostalgie réactionnaire** : certains voient dans le post-libéralisme une tentative de retour à un ordre ancien (tradition, religion, hiérarchie), sans solutions concrètes aux défis contemporains.
- **Indétermination doctrinale** : flou sur les propositions concrètes, mélange entre droite autoritaire et gauche communautaire.

## De la part de la gauche radicale

- **Nationalisme** : certaines formes de post-libéralisme sont accusées de dériver vers l'exclusion identitaire. Voir cette [critique du slogan « America First »](#).
- **Récupération morale conservatrice** : la morale communautaire est un prétexte pour limiter les droits individuels (LGBTQ+, femmes, etc.).

## 6.5 Références

### Ouvrages fondateurs et programmatiques

- Yoram Hazony, [Conservatism: A Rediscovery](#), Regnery Gateway, 2022.

### Ouvrages critiques

- Francis Fukuyama, "[Liberalism and Its Discontents](#)", 2022.
- Steven Pinker, [Le Triomphe des lumières](#), 2018 (défense du libéralisme classique).

## 6.6 Idéologies de J. D. Vance et Donald Trump

### 6.6.1 J. D. Vance et le post-libéralisme

#### Positionnement idéologique

J. D. Vance, auteur du best-seller [Hillbilly Elegy](#) (2016) et sénateur républicain de l'Ohio depuis 2023, est considéré comme post-libéraliste pour plusieurs raisons :

- **Critique de l'élite technocratique** : Vance s'oppose frontalement à ce qu'il appelle *les élites cosmopolites*, tant économiques que culturelles, posture post-libérale.
- **Valorisation des communautés locales** : Il met l'accent sur les valeurs familiales, le déclin moral de l'Amérique ouvrière, et la désagrégation du tissu social provoquée, selon lui, par le capitalisme mondialisé.
- **Affinité avec des figures explicitement post-libérales** : [Vance est proche d'intellectuels comme Patrick Deneen, Sohrab Ahmari ou Yoram Hazony](#).
- Il participe au débat post-libéral, notamment autour du projet d'un « conservatisme national ».

#### Positions emblématiques

- Vance défend un [rôle renforcé de l'État pour soutenir les familles](#), réguler certaines entreprises (comme les GAFAM), et [redonner une voix aux classes populaires blanches](#).
- [Il rejette le libéralisme économique classique, qu'il juge responsable du déclin industriel et moral des États-Unis](#).
- [Il se réfère explicitement à la nécessité d'un ordre moral, inspiré des traditions chrétiennes, contre l'idéologie du « progrès »](#).

#### Conclusion

J. D. Vance peut être considéré comme un militant du post-libéralisme, l'un de ses représentants politiques les plus marquants aux États-Unis. Il traduit sur le terrain électoral ce que des penseurs comme Deneen ont développé sur le plan philosophique.

## 6.6.2 Donald Trump et le post-libéralisme

### Une position plus ambivalente

Donald Trump incarne avant tout un populisme nationaliste et non un post-libéralisme pensé ou structuré :

- [Il rejette certains principes libéraux \(libre-échange, immigration ouverte, multilatéralisme\), mais sans proposer une alternative doctrinale cohérente.](#)
- Son action politique reste centrée sur [le rapport de forces](#), [le culte du chef](#), et la [polarisation identitaire](#).

### Convergences avec le post-libéralisme

- Trump a été déterminant dans la montée du post-libéralisme, notamment en [légitimant un discours antisystème et antimondialiste](#).
- Il a ouvert la voie à des figures post-libérales comme Vance, Josh Hawley ou Ron DeSantis, qui donnent une cohérence doctrinale à son impulsion politique.
- [Il défend une forme de souverainisme moral, proche du post-libéralisme conservateur chrétien.](#)

### Limites

- **Trump ne lit pas, n'écrit pas, ne conceptualise pas** : il n'est pas un penseur du post-libéralisme, mais un acteur conjoncturel au gré de son humeur.

Ignorant parce qu'il n'a jamais lu, il déteste les « gens qui savent », dans lesquels il voit une supériorité insupportable. Au pouvoir, il fait tout ce qu'il peut pour bloquer l'activité des scientifiques et des universités. [L'article du New York Times du 22 mai 2025](#) en est un exemple édifiant et inquiétant : il a baissé l'investissement scientifique public des Etats-Unis à un niveau sans précédent.

Il a aussi proposé, début 2025, un budget qui ferait des cadeaux fiscaux importants aux électeurs, bien que le budget fédéral des Etats-Unis soit déjà déficitaire. [Sa proposition ajouterait 2400 milliards de dollars sur 10 ans à la dette actuelle déjà astronomique du pays de 36 214 milliards de dollars](#). En 2025, cette dette coûte déjà 952 milliards de dollars d'intérêts purs (3,2 % du PIB) et doit doubler en 2035. Populiste irresponsable, **avec ce niveau insoutenable de dette Trump hypothèque l'avenir de son pays** pour une popularité immédiate.

C'est aussi un climatosceptique déterminé : [il a réorganisé l'agence américaine de l'environnement pour qu'elle supprime le maximum de lois antipollution](#).

- Il est resté favorable à un capitalisme déréglementé, notamment via une déréglementation fiscale, bancaire et environnementale, ce qui contredit les aspects « dirigistes » de certains post-libéraux.

## 6.6.3 Conclusion

Trump n'est pas un penseur ou un théoricien post-libéral, mais son style politique et son discours antilibéral ont servi de catalyseur à la montée du post-libéralisme chez ses collaborateurs plus doctrinaux. Il gouverne par décrets non soumis au Congrès, donc pour la plupart anticonstitutionnels, mais si nombreux que les juges n'ont pas le temps de les annuler tous ; **il parvient donc à réformer les Etats-Unis en profondeur**, en général de manière destructive : licenciement de fonctionnaires, annulation ou édulcoration de lois écologiques, suppression de droits et aides publiques, etc.

#### 6.6.4 Décisions illégales ou anticonstitutionnelles de l'administration Trump

- *Just Security*, 264 cas : <https://www.justsecurity.org/107087/tracker-litigation-legal-challenges-trump-administration/>
- *National Immigration Law Center*: <https://www.nilc.org/articles/analysis-of-trump-day-1-executive-orders-unconstitutional-illegal-and-cruel/>
- *The New Yorker* 100 : <https://www.newyorker.com/news/the-lede/trumps-de-legalization-campaign>
- *CBS News* - Court strikes down most of Trump's tariffs, ruling them illegal : <https://www.cbsnews.com/news/court-strikes-dow-trumps-liberation-day-tariffs-ruling-them-illegal/>
- *States United Democracy Center* - Unconstitutional, Antidemocratic, and Un-American : ["Unconstitutional, Antidemocratic, and Un-American" - States United Democracy Center](https://www.statesuniteddemocracycenter.org/unconstitutional-antidemocratic-and-un-american)
- *American Progress* - The President and Constitutional Violations: Will the Federal Courts Contain the President's Power Grabs? : <https://www.americanprogress.org/article/the-president-and-constitutional-violations-will-the-federal-courts-contain-the-presidents-power-grabs/>

#### 6.6.5 Comparaison des idéologies de J. D. Vance et de Donald Trump

Critères	J. D. Vance	Donald Trump
Position sur le libéralisme	Critique construite	Rejet instinctif, confus
Ancrage idéologique	Post-libéralisme chrétien	Populisme nationaliste
Références intellectuelles	Deneen, Hazony, Ahmari	Aucune
Vision du bien commun	Communautaire	Axée sur l'intérêt national
Politique économique	Protection sociale ciblée	Capitalisme national
Rôle de l'État	Régulateur moral actif	Déterminant et opportuniste
Rapport au conservatisme	Philosophique et moral	Rhétorique et pragmatique

## 7. Critiques du libéralisme classique et du néolibéralisme

### 7.1 Critiques marxistes

- Le libéralisme économique est vu comme une forme institutionnalisée d'exploitation, selon la théorie marxienne de la plus-value. Loin d'être un espace d'égalité, il permet à la bourgeoisie de s'approprier la plus-value produite par le travail des prolétaires.
- La propriété privée des moyens de production engendre des inégalités fondamentales.
- Le droit libéral favorise les rapports de domination de la classe sociale des prolétaires par la classe bourgeoise.
- L'individualisme libéral est vu comme idéologique, masquant l'aliénation sociale sous une fausse liberté. Les libertés formelles (droit de vote, liberté d'expression)

ne garantissent pas une véritable émancipation tant que persistent les inégalités économiques.

- Le néolibéralisme est considéré comme une phase avancée du capitalisme, détruisant les protections sociales (cf. David Harvey, 2005). C'est une intensification du capitalisme, menant à une augmentation des inégalités, à la financiarisation de l'économie et à une précarisation accrue du travail. Il favorise la concentration du capital et le pouvoir des multinationales.
- L'État néolibéral, bien que semblant "minimal" dans ses interventions sociales, est en réalité très actif dans la promotion et la protection des intérêts du capital (déréglementation, privatisation). Il s'agit d'un "État fort pour le capital, faible pour le social".
- Le néolibéralisme transforme tous les aspects de la vie en marchandises, étendant la logique du marché aux domaines de l'éducation, de la santé, et même des relations humaines, conduisant à une déshumanisation et à une compétition généralisée.

## 7.2 Critiques populistes

- Les institutions représentatives sont perçues comme déconnectées du peuple (cf. Chantal Mouffe, 2018).
- Les institutions libérales (séparation des pouvoirs, démocratie représentative) peuvent être manipulées par une élite coupée des préoccupations populaires, conduisant à une perte de souveraineté du peuple.
- Le libre-échange et la "[main invisible du marché](#)" ont des conséquences néfastes sur les travailleurs locaux, l'emploi national et les industries locales, favorisant la délocalisation et l'enrichissement d'une minorité au détriment de la majorité.
- Le néolibéralisme a abandonné les classes populaires au nom du libre-échange.
- Les populistes voient le néolibéralisme comme le moteur d'une mondialisation sans contrôle, qui affaiblit les États-nations et la capacité des peuples à décider de leur destin. Ils dénoncent une gouvernance technocratique et supranationale qui échappe au contrôle démocratique.
- Le néolibéralisme est responsable de la désindustrialisation, du chômage de masse, de la stagnation des salaires et de l'augmentation des inégalités au sein des nations. Il entraîne souvent des politiques d'austérité. Il exacerbe les tensions sociales et favorise l'immigration, qui menace l'emploi et l'identité.
- La tolérance libérale est critiquée en tant que relativisme détruisant les valeurs communes.

## 7.3 Critiques nationalistes

- Les nationalistes critiquent le libéralisme classique pour son [universalisme](#) et son cosmopolitisme, qui tendent à affaiblir l'identité nationale. Ils estiment que la primauté des droits individuels sur l'intérêt collectif de la nation est dangereuse.
- Le néolibéralisme mondialiste est vu comme une dénationalisation de l'économie nuisible à la souveraineté nationale. Les institutions internationales (OMC, FMI, UE) sont des instruments de la mondialisation néolibérale.
- La mondialisation est vivement critiquée pour son impact négatif sur l'économie nationale, notamment la perte de contrôle sur les secteurs stratégiques (énergie,

banques, santé, armes), la délocalisation des entreprises et la concurrence déloyale.

- Le libre-échange est une menace pour l'économie nationale, conduisant à la désindustrialisation et à la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Les nationalistes (exemple français : le Rassemblement National) prônent le protectionnisme pour défendre les entreprises et les emplois nationaux.
- Le libéralisme favorise une vision individualiste qui érode les valeurs traditionnelles, la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance nationale. Il est responsable de l'affaiblissement des institutions nationales et de la perte d'identité culturelle face à la mondialisation.

#### 7.4 Critiques post-libéralistes

- Le libéralisme néglige l'importance des communautés, des traditions et du bien commun, d'où un vide moral, une fragmentation sociale et une incapacité à résoudre les crises politiques et sociales complexes.
- Il échoue à fonder une communauté politique stable (cf. Patrick Deneen, 2018).
- Le néolibéralisme favorise les marchés financiers au détriment du bien commun local. En plaçant le marché au centre de tout, il a vidé la politique de son sens, réduisant la citoyenneté à la consommation et les décisions publiques à des calculs économiques. Il conduit à une forme de "démocratie dégradée" où la souveraineté populaire est érodée.
- Le néolibéralisme est le summum de l'individualisme libéral, transformant l'être humain en *homo economicus* et réduisant toutes les relations à des transactions marchandes. Cela conduit à une crise du lien social et à une quête insatiable de profit au détriment du bien-être collectif.
- Le post-libéralisme déplore la perte des normes sociales et de la stabilité sociale causée par l'individualisme.
- L'individualisme libéral est destructeur du lien avec le vivant, les territoires et les communautés traditionnelles (cf. Murray Bookchin, *Ecology of Freedom*, 1982).

#### 7.5 Références

- Karl Marx – [Le Capital](#) (1867) – Courant marxiste
- David Harvey – [Brève histoire du néolibéralisme](#) (2005) – Courant marxiste
- Chantal Mouffe – [Pour un populisme de gauche](#) (2018) – Populisme de gauche
- Patrick Deneen – [Why Liberalism Failed](#) (2018) – Post-libéralisme
- Carl Schmitt – [La notion de politique](#) (1932) – Nationalisme autoritaire
- Alasdair MacIntyre – [After Virtue](#) (1981) – Communautarisme / post-libéralisme
- Charles Maurras – [Enquête sur la monarchie](#) (1900) – Nationalisme français

#### 7.6 Critiques des écologistes radicaux

- Le libéralisme économique encourage une croissance illimitée, incompatible avec les limites planétaires (cf. Donella Meadows et al., 1972).
- Le néolibéralisme intensifie l'exploitation des ressources naturelles par la dérégulation et la privatisation des biens communs (cf. Naomi Klein, *La stratégie du choc*, 2007).
- Les écologistes radicaux dénoncent l'illusion d'une "décroissance verte" compatible avec le capitalisme de marché.

- Le modèle libéral privilégie la liberté individuelle au détriment des solidarités écologiques et intergénérationnelles.
- La démocratie représentative est incapable de répondre aux urgences écologiques, en raison de son court-termisme électoral (cf. Latouche, [Petit traité de la décroissance sereine](#), 2007).
- Les droits de l'homme libéraux ignorent les droits de la nature et des générations futures (cf. Vandana Shiva, [Making Peace with the Earth](#), 2013).
- Le droit de propriété est une source de destruction écologique quand il ne reconnaît pas les limites écologiques et communautaires.
- Les valeurs consuméristes sont incompatibles avec une sobriété écologique assumée.
- Le néolibéralisme est un vecteur d'aggravation de la crise écologique mondiale par la mondialisation, la financiarisation et la privatisation.
- L'économie néolibérale sacrifie les équilibres écologiques pour maximiser le profit à court terme, sans intégration du coût écologique réel (externalités négatives).
- Les mouvements comme Extinction Rebellion ou Deep Green Resistance plaident pour une rupture systémique avec le modèle libéral-productiviste.

#### Références

- Donella Meadows et al. – [Les limites de la croissance](#) (1972) – Club de Rome
- Naomi Klein – [La stratégie du choc](#) (2007) – Antilibéralisme et écologie politique
- Serge Latouche – [Petit traité de la décroissance sereine](#) (2007) – Décroissance
- Murray Bookchin – [The Ecology of Freedom](#) (1982) – Écologie sociale
- Vandana Shiva – [Making Peace with the Earth](#) (2013) – Écoféminisme et critique postcoloniale
- Deep Green Resistance – [Mouvement pour sauver la planète](#) (2019) – Écologie radicale et anticapitalisme »

## 8. Autres auteurs de référence du libéralisme

[Raymond Aron](#), [Marcel Gauchet](#) et [Pierre Manent pour le post-libéralisme](#).

## 9. Annexe : doctrine utilitariste

L'utilitarisme est une doctrine éthique influente, née au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles en Grande-Bretagne. Elle s'oppose au principe kantien de *l'impératif catégorique*.

**Principe d'utilité selon cette doctrine** : est moralement juste ce qui tend à maximiser le bonheur ou le plaisir, et à minimiser la souffrance ou la douleur.

Formulation célèbre de Jeremy Bentham : « le plus grand bonheur du plus grand nombre ».

- Le jugement moral repose uniquement sur les conséquences d'une action, non sur les intentions ou sur des principes a priori.
- Le bien est défini comme le plaisir et l'absence de douleur, le mal comme la souffrance.

- Chaque individu compte également dans le calcul utilitariste : le bonheur d'une personne n'a pas plus de poids que celui d'une autre.
- L'action juste est celle qui produit le maximum net de bien-être total, même si cela peut entraîner des sacrifices pour certains.

### **Opposition entre les principes éthiques du libéralisme et la morale utilitariste**

Le libéralisme est une doctrine [universaliste](#), pour laquelle il existe des droits absolus. Ceux-ci constituent ce que Kant appelle des *impératifs catégoriques*, comme le respect de la personne.

L'utilitarisme, au contraire :

- Autorise en principe des atteintes aux droits individuels si le bonheur global l'exige ;
- Juge les institutions et les actes en fonction de leur aptitude à maximiser le bien-être, pas en fonction de leur respect de principes universels.

Daniel MARTIN  
6 juin 2025